



LA FAO ET LA FORESTERIE

Hommage à Jean Clément

La FAO et toute la communauté internationale des forestiers ont perdu récemment un de leurs représentants les plus exemplaires et engageants. Après une longue maladie, Jean Clément s'est éteint à son domicile à Antananarivo, Madagascar, le 13 juillet 2003 à l'âge de 64 ans. Les effets de la grave maladie qui s'est manifestée il y a quelques années, et qu'il a affrontée avec détachement et détermination, ont finalement vaincu sa résistance.

Après des études supérieures d'un niveau exceptionnel en France, son pays natal, Clément a été reçu à l'Institut national agronomique de Paris en 1960, et en 1962 à l'École nationale des eaux et forêts de Nancy. Il a décidé de se consacrer à la coopération pour le développement, débutant sa carrière comme chef d'un projet d'inventaire pour le Centre technique forestier tropical (CTFT) qui, en 1984, est devenu le Département des forêts du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Ce premier poste était auprès de l'Inventaire forestier national de Côte d'Ivoire, un pays touché par un grave déboisement dû à l'expansion de l'agriculture, et aggravé par le développement accéléré d'un réseau de routes construit pour les opérations d'exploitation forestière. Jusqu'en 1983, il a occupé plusieurs postes en qualité d'ingénieur auprès du CTFT, de chercheur et de directeur de projets, tant en Afrique tropicale qu'au siège parisien de l'Institut. Il a dirigé la division de la recherche forestière pour la zone de la savane de Côte d'Ivoire; il a été chef de la Division de l'inventaire forestier de la Société de développement des forêts (SODEFOR) en Côte d'Ivoire aussi; il a été directeur de la Division des études et de la gestion du CTFT, puis directeur adjoint du Bureau des études techniques; et, enfin, il est devenu consultant technique du directeur du projet de mise en valeur forestière au Niger parrainé par l'Agence de coopération française et la Banque mondiale.

Cette longue et enrichissante expérience en matière d'assistance technique a convaincu le Ministère français de la coopération de lui confier en 1984 la responsabilité de son bureau pour les forêts et l'environnement. Clément est devenu le porte-parole et le point focal pour l'assistance forestière bilatérale en un moment particulièrement prolifique de la coopération internationale dans ce domaine. Il a été l'un des fondateurs de la conférence européenne et africaine «Silva», tenue à Paris en 1986 où, pour la première fois, des chefs d'Etat et de gouvernement se sont penchés sur le problème de la survie des forêts du monde. Il a participé à la création du Réseau international Arbres tropicaux, qui appuie encore de nombreux réseaux nationaux africains, ainsi qu'à la mise en place de l'organisation non gouvernementale Silva, qui a assumé la coordination du réseau, entre autres tâches. Clément a organisé le soutien considérable fourni par la France à la mise en œuvre du Programme d'action forestier tropical (PAFT) et à la coordination internationale de plans nationaux dans plusieurs pays africains.



Il était donc tout naturel que la FAO l'ait choisi en 1993 pour diriger son service d'appui au Programme d'action forestier national (PAFN). Avec le dynamisme, l'intelligence et la créativité dont il a toujours fait preuve tout au long de sa carrière, et dans son travail d'équipe avec ses collègues, il a imprimé un élan à tout le projet PAFN qui a abouti à sa décentralisation réussie. En 1998, il a été nommé Directeur de la Division des ressources forestières de la FAO. Au cours de son affectation auprès de la FAO, Jean Clément a aussi laissé son empreinte sur *Unasylva*, travaillant pendant une brève période comme président de son Comité consultatif de rédaction.

Toutefois, son désir d'œuvrer sur le terrain était fort, et à sa propre demande il est retourné au début de 2000 en Afrique comme représentant de la FAO pour le Madagascar, Maurice, les Comores et les Seychelles. Après sa retraite de la FAO mi-2001, il a décidé de rester à Antananarivo et, en dépit de sa maladie, s'est consacré à l'aide et au développement, notamment aux programmes d'aide alimentaire destinés aux écoles de son quartier.

Jean Clément nous manquera beaucoup. Dans les semaines qui se sont écoulées depuis son décès, les hommages de ses amis et collègues ont circulé largement dans la communauté des forestiers, célébrant ses nombreuses qualités personnelles: sa conviction, sa volonté de défendre des positions impopulaires, sa capacité d'admettre ses erreurs (une qualité rare); son dynamisme; son aptitude au travail et sa volonté de servir; son cœur, sa générosité et son humanité; et, tout aussi important, son optimisme, ses perspectives positives et sa joie de vivre.

Nos sincères condoléances à sa mère, sa femme et ses deux enfants, ainsi qu'à tous les membres de sa famille.

J.-P. Lanly



Non-wood News célèbre ses 10 ans

En mars 2003, la FAO a publié le numéro de *Non-wood News* correspondant à son dixième anniversaire. Ce bulletin annuel d'information sur les produits forestiers non ligneux (PFNL) a été le premier instrument vraiment international à promouvoir les PFNL – ces biens (autres que le bois) fournis par les forêts, les autres terres boisées et les arbres hors forêt, comme les aliments, les plantes médicinales, les épices, les résines, les gommages, le latex, le bambou et le rotin. L'objectif du bulletin est de donner aux lecteurs des informations utiles sur le potentiel des PFNL et sur les questions concernant leur développement durable. Il couvre tous les domaines relatifs à la conservation, la culture, le développement, la gestion, la récolte, la transformation et la commercialisation des PFNL. Il présente aussi régulièrement des articles sur d'importants services forestiers comme la chasse, le pâturage, l'écotourisme et la bioprospection.

Depuis 1994, *Non-wood News* a cherché à donner à tous les acteurs œuvrant dans le domaine des PFNL une occasion de se faire entendre. Les contributions des lecteurs sont très appréciées et proviennent du monde entier. Il s'agit souvent d'étudiants, d'enseignants, de forestiers et de représentants de groupes autochtones, des services forestiers nationaux et d'organisations non gouvernementales.

Au cours des 10 ans de sa publication, le bulletin a doublé en longueur (de 48 à plus de 100 pages) et en tirage (de 2 000 à 4 000 exemplaires), et il atteint maintenant un public beaucoup plus vaste. La publication a permis de diffuser le message suivant lequel il n'y a pas que le bois à récolter dans la forêt. Elle a aidé à attirer l'attention des décideurs et des spécialistes sur l'importance des PFNL, sur leur rôle dans la réduction de la pauvreté et le renforcement de la sécurité alimentaire des populations tributaires de la forêt, et sur la nécessité d'établir des règlements et des politiques concernant ces produits. Cette publication très populaire est responsable, en partie du moins, du renom dont jouit aujourd'hui le domaine des PFNL.

Réunion d'experts sur le commerce et la gestion durable des forêts

Les liens entre le commerce des produits forestiers et la gestion durable des forêts sont complexes et contradictoires. Le commerce a, certes, des effets tant positifs que négatifs sur la viabilité de la gestion et de l'utilisation des ressources forestières. L'influence des diverses politiques commerciales est moins claire. Néanmoins, elles continuent à être considérées comme un moyen de surmonter les incompatibilités entre le commerce, l'environnement et la durabilité de la ressource.

Pour comprendre comment les faits survenus actuellement dans les politiques commerciales et le développement du marché influenceront

la viabilité de la gestion, et comment la gestion durable transforme les échanges et les parts du marché, la Consultation d'experts sur le thème «Commerce international et gestion durable des forêts: interactions et incidences» s'est tenue au siège de la FAO à Rome du 3 au 5 février 2003. A la réunion ont assisté 73 participants venant de 26 pays, représentant des gouvernements, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé.

Les principales questions soulevées incluaient les mesures et politiques commerciales, les échanges, les financements et la structure industrielle; la gouvernance et le commerce; et les influences non sectorielles et l'environnement. Bien que les opinions aient souvent divergé sur de nombreux thèmes, les participants ont trouvé les moyens de progresser, identifiant des domaines à débattre ultérieurement et formulant des recommandations.

Les débats sur les mesures et politiques commerciales ont porté sur les accords internationaux, l'investissement dans la gestion durable des forêts, les stratégies nationales de réduction de la pauvreté et de soutien des moyens de subsistance, la gestion de l'utilisation des terres et les politiques qui accroissent la valeur de la forêt par la fixation de prix pour les services environnementaux, et les marchés publics. Les débats se sont faits très animés sur la question des impacts directs et indirects du commerce sur la gestion durable des forêts, et sur les dépendances et interactions entre la gestion durable des forêts et la croissance du produit intérieur brut (PIB), le libre-échange, la demande, les marchés et l'offre. Il a été reconnu que les accords commerciaux et les instruments connexes peuvent encore faire progresser la gestion durable des forêts.

Au cours des débats sur le commerce, les financements et la structure industrielle dans le cadre des forêts, les participants ont estimé indispensable une assurance à long terme pour garantir la confiance de l'industrie, l'amélioration des techniques et de la formation; une coopération accrue avec des parties prenantes pertinentes, notamment les ONG; une assistance de la part du gouvernement ou d'autres institutions publiques pour contribuer à supporter les coûts environnementaux associés à la gestion durable des forêts; et un effort de la part de l'industrie pour qu'elle rehausse son image publique et promeuve le bois comme ressource renouvelable vis-à-vis de produits de substitution concurrentiels et non renouvelables.

En examinant le rapport étroit qui relie la gouvernance, le commerce et la gestion durable des forêts, les participants ont recommandé ce qui suit: plus de transparence dans le commerce et la prise de décisions concernant la forêt; la collecte améliorée des statistiques du commerce et des forêts; la soumission des accords commerciaux qui régissent l'utilisation des terres à des évaluations de l'impact, et l'admission par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) d'observateurs d'organisations de la société civile.



Les participants ont reconnu que l'agriculture, les financements et l'investissement, la technologie, la demande du marché et l'infrastructure sont des influences intersectorielles qui peuvent agir directement ou indirectement sur les échanges de produits et services forestiers, ainsi que sur l'ensemble du secteur forestier.

La consultation d'experts représente une des activités inhérentes au projet mondial de la FAO sur le thème «Evaluation de l'impact du commerce des produits forestiers sur la promotion de la gestion durable des forêts». Financé grâce à des accords de fonds fiduciaires avec le Gouvernement du Japon, le projet vise à fournir l'information, l'analyse et l'instance nécessaires à des débats officiels afin d'aider les institutions gouvernementales, les organisations internationales, le secteur privé et les groupes de la société civile à promouvoir des politiques qui encouragent la gestion durable des forêts.

La FAO publiera les résultats de ce processus et convoquera une deuxième consultation d'experts où participeront des décideurs et spécialistes du commerce aux débats sur un nouvel Accord international sur les bois tropicaux (ITTA), la mise en œuvre de la Déclaration de Doha de l'OMC, des accords commerciaux régionaux et la formulation de politiques commerciales nationales.

Nouveau site Web sur le SIDA et le secteur forestier

Au cours des deux décennies écoulées, le syndrome de l'immunodéficience acquise (SIDA) a tué plus de 20 millions de personnes dans le monde. Dans les 45 pays les plus touchés, 68 millions d'autres personnes sont menacées de mort prématurée d'ici 2020. En 2000, il était signalé que 36,1 millions de personnes étaient affectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) ou SIDA. Sur ce chiffre, 25,3 millions, soit 70 pour cent, vivaient en Afrique.

Le SIDA freine de façon irrésistible la reprise du développement, pour ne pas parler du progrès. En privant les communautés et les nations de leur principale richesse – des membres de leur population – le SIDA affaiblit les capacités humaines et institutionnelles qui impulsent le développement durable. En drainant les ressources humaines, l'épidémie fausse les marchés du travail, bouleverse la production et la consommation et, en définitive, diminue la richesse nationale. Le SIDA réduit la capacité des ménages, des communautés, des institutions et des nations de faire face aux effets socioéconomiques de l'épidémie.

Les secteurs de l'agriculture et des ressources naturelles peuvent être développés de façon à accroître la résistance des populations rurales et à contribuer de façon notable à la prévention du SIDA. Mis à part les stratégies courantes fondées sur les soins de santé pour lutter contre cette maladie, des stratégies multisectorielles basées sur le développement, notamment où interviennent l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, peuvent jouer un rôle novateur et fondamental dans la lutte contre la pandémie.

Bien que l'on dispose d'un bagage considérable d'informations sur le SIDA, peu de recherches ont été consacrées aux impacts de la pandémie sur le secteur forestier et à la façon dont le secteur peut aider les communautés touchées. Reconnaissant cette lacune, le Département des forêts de la FAO a créé un site Web destiné à sensibiliser l'opinion publique sur les liens entre le SIDA et le secteur forestier.

Le site Web – www.fao.org/forestry/hiv-aids – étudie l'incidence générale du SIDA et décrit comment le secteur forestier pourrait contribuer à l'atténuer. Des informations sont fournies, par exemple, sur la contribution potentielle de la foresterie au renforcement à court et long termes de la productivité agricole affaiblie par la pandémie. Le rôle de l'enseignement forestier et de la formation est également examiné. Sont fournis des liens avec des sites Web connexes, des documents et des publications de la FAO, et avec les sites sur le SIDA d'autres organisations et programmes des Nations Unies, et d'autres organisations pertinentes.